

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 28 DÉCEMBRE
N°336 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Lire en p. 3

L'affaire des «Stratrons»

- UNE GIGANTESQUE ESCROQUERIE CONTRE LA LIBYE
- D'IMPORTANTES RESPONSABLES DU TRUST THOMSON IMPLIQUÉS

PARISIEN LIBÉRÉ

LA RENCONTRE AMAURY-COMITÉ DU LIVRE PARISIEN, AJOURNÉE...

Les conditions mises par Amaury à une rencontre avec les dirigeants du Comité du Livre Parisien ont fait ajourner le rendez-vous prévu le lundi 27 décembre. Amaury exigeait que la délégation soit composée de membres de la direction de la FFTL et non simplement de dirigeants du Livre Parisien, de plus il demandait que la rencontre se déroule dans ses bureaux parisiens plutôt qu'au ministère du Travail. Les dirigeants du Comité du Livre Parisien étaient prêts à accepter la seconde exigence d'Amaury, mais ont refusé de transiger sur la composition de leur délégation.

LE FROID...

Le froid en cette semaine qualifiée de trêve des confiseurs par ceux qui font l'information tient la vedette. Il gèle presque partout en France, verglas et brouillard rendent périlleuse la circulation automobile et son responsables de plusieurs accidents mortels.

Ce froid rigoureux impose un chauffage important des logements. Sur ce plan, la situation n'est pas la même pour tous. Nombre de HLM ont des chauffages défectueux ou insuffisants, et nécessitent un chauffage d'appoint et donc des dépenses supplémentaires. La note du froid avec l'augmentation du prix du fuel risque de se payer cher dans quelques mois avec le rappel des charges, d'autant que les charges locatives ne sont pas soumises comme le loyer à la limitation de leur augmentation. Si le froid actuel ne pose guère de problèmes à ceux qui ont de gros moyens, et en profitent dans les stations de sports d'hiver, il va provoquer de nouvelles restrictions dans les familles populaires, qui devront limiter soit leurs dépenses de chauffage soit leurs autres dépenses de première nécessité.

PLUS DE 200 PRISONNIERS POLITIQUES EN ESPAGNE



C'EST POUR L'AMNISTIE TOTALE QUE LES TRAVAILLEURS MANIFESTENT

Dimanche, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue à San Sebastian et à Barcelone. Attaqués par la police de Juan Carlos, à coups de balles en caoutchouc et de grenades lacrymogènes, les manifestants demandaient l'amnistie totale, dont sont encore exclus deux cents militants politiques toujours en prison, tandis que beaucoup de travailleurs et de révolutionnaires sont tou-

jours sous le coup d'inculpations des tribunaux d'exception sans avoir été jugés.

Le parti révisionniste espagnol voudrait détourner cette lutte pour l'amnistie totale vers la libération de Carrillo et la légalisation du PCE, pour en faire l'objectif principal de la lutte actuelle du peuple espagnol. Les révisionnistes français reprennent cette position en prétendant que cette légalisation est le critère d'une

véritable «démocratisation». Ils donnent ainsi une bonne image de la manière dont ils conçoivent eux-mêmes la lutte pour les libertés démocratiques.

Ce n'est pas le droit des travailleurs à lutter qu'ils défendent : ils le bradent aujourd'hui en fonction de leurs intérêts électoraux, une fois au pouvoir ils le combattront.

Mais en poursuivant leur lutte sur leur objectif, l'amnistie totale, les travailleurs espagnols sont conscients du fait que leurs aspirations révolutionnaires, leur volonté d'obtenir la liberté pour les masses populaires, ne seront pas satisfaites par la nouvelle version de la dictature bourgeoise que leur prépare Suarez, avec la complicité de Carrillo.

En pages 4 et 5

NOTRE RÉTROSPECTIVE

En parcourant le Quotidien du Peuple :
UNE ANNÉE DE LUTTE

BELLE JARDINIÈRE

TOUJOURS LA MENACE D'UNE INTERVENTION DE LA POLICE

Rassemblement de solidarité ce matin à 9 h 30 aux portes de la Belle Jardinière - Pont Neuf

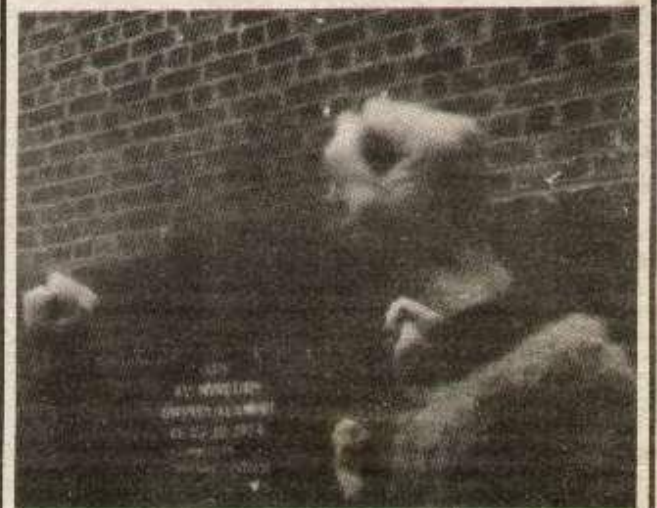
Lire p. 2

AFRIQUE DU SUD

PROVOCATIONS RACISTES
DES DIZAINES DE MORTS

Il y a eu plusieurs dizaines de morts et plus de 100 blessés au cours d'affrontements qui ont eu lieu pendant le week-end de Noël dans les ghettos noirs du Cap, et qui n'avaient pas cessé hier. Selon les premières informations, il s'agirait d'affrontements entre des travailleurs logés dans les foyers de l'administration raciste et des travailleurs des ghettos, à la suite de provocations montées par la police raciste qui, déjà en octobre dernier, avait organisé des commandos anti-grève à Soweto. Devant la montée de la lutte du peuple d'Afrique du Sud, les racistes cherchent à le diviser et à le réprimer par ces provocations sanglantes. Mais, ces odieuses machinations ne sauveront pas le régime raciste de Prétoria, condamné à brève échéance par la lutte du peuple africain.

LIÉVIN, 2 ANS APRÈS



Il y a deux ans, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 de Liévin... Deux ans après, les «experts» présentent encore un rapport destiné à innocenter les Houillères.

Les mineurs n'accepteront jamais que les HBNPC s'en tirent avec un non-lieu. Ils se mobilisent contre la fermeture des puits et pour imposer la sécurité.

Lire notre article p. 8

LUTTES OUVRIÈRES

BELLE JARDINIÈRE

Toujours la menace des flics...

RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITE

CE MATIN À 9 H 30 AUX PORTES DE LA BELLE JARDINIÈRE PONT NEUF !

C'est ce matin à 10 H que les cent douze grévistes de la Belle Jardinière, rue de Pont-Neuf à Paris, vont se rassembler en Assemblée Générale pour décider de la poursuite de leur mouvement de grève, engagé il y a plus d'une semaine contre la décision des frères Willot de licencier soixante-deux d'entre eux.

Pendant le week-end de Noël, un piquet de vigilance

maintenait l'occupation des locaux, décidée par l'assemblée générale jeudi dernier. C'est jeudi également, que des délégations d'employés étaient reçues, tant à la Préfecture de Paris qu'au ministère du Travail.

Tout au long de la semaine passée, alors que le pouvoir décidait l'expulsion par la force des grévistes pour mercredi dernier à minuit, la solidarité des

employés du commerce parisien a continué de se manifester au moyen de motions, délégations et collectes. Témoignages de soutien également des Caisses d'Épargne en grève, depuis trois mois, ainsi que des ouvriers du «Parisien libéré».

Au moment où les menaces d'évacuation policière continuent de peser, c'est ce mouvement de solidarité

que les grévistes de la Belle Jardinière entendent développer. Ils appellent les délégations d'employés du commerce et leurs sections syndicales à venir très nombreux ce matin à 9 h 30 avant que ne s'ouvre l'Assemblée Générale pour affirmer leur soutien à ceux de la Belle Jardinière pour qu'il n'y ait pas de trêve dans la lutte contre les licenciements et pour renforcer l'action !

CONTRE LES 62 LICENCIEMENTS À LA TRÉFILERIE DE BOURG !

Le 9 décembre, les travailleurs de la Tréfilerie de Bourg, du groupe Chiers-Chatillon, apprenaient la volonté de la direction de licencier soixante-deux ouvriers en tout (l'usine compte mille cent soixante-dix personnes) : trente-quatre ouvriers et quatorze mensuels âgés de plus de 59 ans, et quatorze travailleurs à qui on supprime le congé de fin de carrière qui permet de partir avant la retraite avec 75% du salaire. Ces mesures sont à replacer dans la restructuration en cours de la sidérurgie ; dans le même groupe, l'usine de Longwy va licencier entre huit et neuf cents personnes et trois cent trois salariés de

plus de 59 ans dans l'ensemble de la Chiers-Chatillon (c'est de ceux-ci que font partie les soixante-deux de Bourg).

Mercredi, la CGT et la CFDT de l'usine ont organisé une manifestation en ville, profitant du jour de marché qui attire beaucoup de monde, un meeting et la remise de motions à la Mairie et la Préfecture. La moitié environ des travailleurs de la boîte y ont participé ; il y avait aussi des délégations d'autres entreprises avec les Unions Locales.

Les licenciements devaient se faire fin mars. Au cours des allocutions des

responsables syndicaux, si des revendications comme le retour aux 40 heures et le droit à la retraite à 60 ans (pour la CFDT, la suppression du travail de nuit et la cinquième équipe) sont pleinement justifiées, la seule perspective précise offerte était la nationalisation de la sidérurgie, poudre aux yeux pour faire patienter jusqu'en 78 où, comme on nous l'a bien dit, le programme commun résoudra soi-disant tous les problèmes. Mais pour l'instant, aucune proposition mobilisatrice qui permette aux travailleurs de développer leur initiative et de préparer un rapport de force favorable, n'a été faite. C'est bien pourtant la

condition essentielle pour la victoire contre les licenciements. De même, pour commencer à construire une unité populaire de soutien autour des ouvriers, doit-on faire appel seulement aux commerçants et artisans, comme l'ont fait les responsables de la manif ou bien en priorité aux autres travailleurs, aux employés, aux ménagères du peuple ?

Sur ces points, de la voie qui sera choisie dépend le succès ; jusqu'ici rien n'est tranché. Le problème essentiel est bien maintenant de concrétiser le mot d'ordre des banderoles intersyndicales : «Non aux licenciements !

Corr. Bourg

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Accident du car scolaire de Lyon

LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS DES TRANSPORTS CFDT SE CONSTITUE PARTIE CIVILE

La Fédération Générale des Transports CFDT communique :

Suite au tragique accident d'un car scolaire à Lyon, notre fédération demande que toute la lumière soit faite sur les causes réelles de cette nouvelle catastrophe. Pour avoir accès au dossier nous nous constituons partie civile.

Nous dénonçons l'insécurité dans laquelle s'effectuent les transports de personnes par route, et en particulier :

- les transports scolaires auxquels sont affectés les véhicules les plus vétustes,
- les transports en classe de neige, pour lesquels l'habitude de voyager la nuit accentue les risques d'accidents par surcroît de fatigue

des conducteurs dont le moindre assoupissement est irrémédiable.

Enfin, il est indispensable de souligner que la plupart des accidents de cars ou de

poids lourds engagent directement la responsabilité des employeurs :

- par l'absence de formation professionnelle sérieuse des conducteurs,

- par de graves négligences dans l'entretien des véhicules (exemple Laffrey),
- et par la pratique d'horaires démentiels imposés aux conducteurs, en violation des normes légales et réglementaires.

Dans la profession les semaines de 60 heures sont monnaie courante, ainsi que l'absence de repos hebdomadaire.

L'amélioration de la sécurité des conducteurs eux-mêmes, des personnes transportées, et des usagers de la route passe obligatoirement par la suppression de tels abus qui doivent être condamnés avec une sévérité proportionnelle à leurs conséquences.

Paris, le 23 décembre 1976

SÉVESO

LES RESPONSABLES LIBÉRÉS

Les trois dirigeants de l'usine Givaudan SA dont «l'accident» avait provoqué la catastrophe de Seveso, qui provoqua l'exil de milliers de personnes, fit plusieurs morts et causa des centaines de maladies, ont été libérés. Malgré la gravité de cette catastrophe

dont les effets sont loin de s'être encore tous fait sentir, puis-que la dioxine a empoisonné des milliers d'animaux et pollué des milliers d'hectares pour plusieurs années, la justice italienne a accepté de les libérer sous caution de 70 millions de lires.

sélection livres

NOUS, TRAVAILLEURS LICENCIÉS. Ouvrage collectif (éd. 10/18). Réalisé par un groupe d'ouvriers, victimes d'un licenciement collectif, avec l'aide de chercheurs et de médecins, il s'attache à montrer à quel point le chômage traumatise, blesse durablement ceux qu'il frappe.

LUTTE ANTI SIONISTE

UN JUIF LIBRE de Michel RACHLINE (éd. Guy Authier). Le témoignage d'un juif antisioniste. Ce livre a reçu le prix Mahmoud El Hamchari, cette année.

LE PEUPLE PREND LA PAROLE

LA PAROLE OUVRIÈRE (1830-1867) (éd. 10/18) «Ce livre rassemble des textes rédigés entre la révolution de 1830 et le coup d'État du 2 décembre 1851 par les militants ouvriers pour exprimer les protestations et les aspirations de leur classe : brochures, articles, lettres, poèmes, affiches»

AFRIQUE

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU du Sénégalais Sembene OUSMANE. L'histoire d'une grève dure, héroïque menée par des cheminots africains dans les années 40. La véritable Afrique, celle qu'ignore le très réactionnaire lauréat du Goncourt 76, P. Grainville.

IRLANDE

INSURRECTION de S. O'Flaherty (en livre de Poche). Récit du coup de main déclenché à Dublin le lundi de Pâques 1916 tel que l'a vécu jusqu'à son échec le jeune Bartly Madden, dans les rangs des patriotes.

POÉSIE

POÈTE A CUBA : Poèmes de René DEPESTRE. Écrivain haïtien, né en 1926 qui ne cessa de lutter pour la libération de son peuple. (éd. P.J. Oswald, 30 F)

FEMMES

FEMMES DU VIETNAM de Arlène EISEN BERGMANN (éd. des Femmes)

HON DAT de Anh DUC (éd. de Hanoi). «Une épopée parmi tant d'autres qui constituent la grande symphonie de notre lutte contre les agresseurs américains et leurs valets» (Trans Bach Dang). Rappelons que Hon Dat a été publié en feuilleton dans le Quotidien du Peuple.

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

LIRE, COMPRENDRE ET S'INFORMER par le COLLECTIF D'ALPHABÉTISATION (Maspéro 2vol, 35 F) Un recueil de textes rédigés par le collectif à l'intention des travailleurs immigrés qui, après avoir suivi des stages d'alphabétisation, veulent aller plus loin et disposer d'une information qui réponde à leurs préoccupations quotidiennes : la connaissance de leur pays d'origine dans un volume, du milieu français dans l'autre.

BRETAGNE

LE CHEVAL D'ORGUEIL de Pierre-Jack HELLIAS. La Bretagne racontée par un Breton...

A propos de la Bretagne, signalons aussi la parution récente du premier tome d'une **ANTHOLOGIE DE LA CHANSON EN BRETAGNE** de Philippe DURAND (éd. P.J. Oswald, 49 F) : chansons de Servat, Glenmor, Stivell, Kirjuhel, Gweltaz, etc., chansons populaires anonymes...

CHINE

LE MOUVEMENT PAYSAN CHINOIS de Jean CHESNEAUX (éd. du Seuil, Poche/Histoire, 7,50 F). Malgré ses limites, le mérite de ce livre est de répondre aux deux problèmes historiques, définis par l'auteur : «celui de la capacité politique des paysans dans une société pré-industrielle et celui de la contribution de la paysannerie aux révolutions contemporaines».

LES COMMUNES POPULAIRES CHINOISES de P. TISSIER (éd. 10/18, 12 F. Après «Taking-Tatchai» (éd. NBE) et «Transformation rurales et développement socialiste» (Maspéro, 50 F), c'est le troisième livre de P. Tissier sur l'agriculture chinoise, encore différent des autres puisqu'il saisit le développement du socialisme à la campagne à travers sa forme spécifique : l'instauration des communes populaires. Un solide ouvrage de référence.

LA DISCORDE PS-PC SUR LES MUNICIPALES

La récente convention nationale du parti socialiste a mis le PCF dans une position embarrassante vis-à-vis de sa base et d'une partie de son électorat. En effet le PS a tout simplement déclaré que ses propositions de formation de listes communes pour les municipales étaient à prendre ou à laisser, et que si le PCF ne les acceptait pas, des listes socialistes homogènes seraient constituées. Cela concerne notamment Marseille, Laval et un certain nombre de villes du Nord-Pas-de-Calais. Face à ces pressions, le parti de Marchais a pour tactique de rappeler l'accord national du 28 juin passé entre les signataires du programme commun et qui prévoit une répartition pour chaque parti, du nombre de sièges proportionnellement à leur influence électorale. «Appliquer l'accord national est bien la seule solution raisonnable, la seule de nature à renforcer la dynamique unitaire, car la seule qui ne lèse aucun des partenaires de la gauche», est-il dit dans le numéro de «France Nouvelle» (hebdomadaire du PCF) de cette semaine. Le respect de cet accord aurait aussi l'avantage pour le PCF de ne pas mettre sur la place publique les marchandages électoraux en cours: «Les partis de gauche devraient laisser à la droite le spectacle des marchandages et des intérêts partisans».

Mais contraint et forcé, le PCF est bien obligé de rendre public le débat; tout en prenant d'infinies précautions: «Il n'y a... aucune

LES EFFETS INATTENDUS DU PLAN BARRE!
«Selon les milieux bien informés», on apprend que le prix du fuel aurait dû baisser depuis l'automne si le plan Barre n'avait pas institué le blocage des prix! En effet, divers facteurs ont entraîné depuis quelques temps un renforcement de la concurrence entre les pétroliers, notamment le ralentissement de la consommation pétrolière et l'existence de capacités de raffinage excédentaires. Cette concurrence aurait normalement dû faire baisser les prix, surtout pour le fuel industriel. En somme, si la politique de lutte contre l'inflation est incapable de stopper la hausse des prix, elle parvient tout de même à empêcher la baisse des prix. Merci, M. Barre, devraient dire les pétroliers au lieu de se plaindre...

Ces jours derniers le PCF a discrètement, sans publicité tapageuse, manifesté ses «inquiétudes» à l'occasion d'un certain nombre de prises de positions du PS. Aujourd'hui les principaux sujets de discorde sont: les conditions de formation des listes de candidats pour les municipales et la question du Parlement européen.

volonté de mettre qui que ce soit au pied du mur». Mais les reproches au partenaire socialiste sont tout de même nettement formulés: «Il nous faut dire que les conclusions de la convention nationale du parti socialiste nous ont quelque peu déçus. Nous n'y avons pas retrouvé la même cohérence ni la même volonté d'appliquer partout l'accord du 28 juin». De son côté Gustave Ansart, membre du BP du PCF et élu du Nord s'inquiète: «On a l'impression que la fédération socialiste (du Nord) s'est laissée guider par ses éléments les moins unitaires». Ansart vise ici le courant Notebart qui a notamment l'appui de l'ancienne équipe municipale de Roubaix et une forte influence dans l'ensemble de la région du Nord. Dans cette région le nombre de cas «litigieux» est important (par exemple Lens et Liévin).

La critique se fait plus incisive lorsque «France-Nouvelle» déclare: «Si par contre le parti socialiste pense pouvoir être élu sans une majorité de gauche, c'est que, même si la liste est homogène, la porte reste ouverte aux compromissions avec la droite». Et au-delà de cette compromission dans le cadre municipal, c'est un éventuel rapprochement du PS avec Giscard que vise ici le PCF, sans le dire explicitement.

Le déséquilibre au sein de l'union de la gauche, au profit du PS, qui a encore été confirmé lors des dernières élections partielles, a été suffisamment net pour que la direction du PCF ait dû en fait état. Mais cela a accentué les inquiétudes d'un certain nombre de militants du PCF qui découvrent que la politique d'Union ne profite guère à leur parti. Aussi le PCF est-il obligé de manifester plus nettement ses réticences vis-à-vis de la politique du PS qui consiste, tout en restant dans l'union de la gauche, à garder la «porte ouverte» à une collaboration avec Giscard. Mais, pas plus que le PS aujourd'hui, le PCF n'a ni intérêt à l'éclatement de l'union de la gauche, à moins d'un an des élections législatives. Ils n'ont pas intérêt à étaler trop crûment leurs divergences car cela aurait «de quoi troubler ceux des

Français, et il y en a qui s'interrogent encore sur la solidarité de l'union réalisée autour du programme commun, sur la capacité des partis de gauche à gouver-

ner ensemble à égalité de droits et de devoirs», comme le dit «France Nouvelle».

On assiste donc, et on assistera dans les mois à venir, à une bataille au fleuret moucheté entre les deux principaux partenaires de l'union de la gauche, chacun tentant de préserver ses positions, au détriment de l'autre.

Michel Florac



Mitterrand satisfait de ses jongleries...

L'affaire des «stratrons»

UNE GIGANTESQUE ESCROQUERIE

Une extraordinaire escroquerie, portant sur plusieurs milliards d'anciens francs, vient d'être révélée. D'importants responsables de la Thomson-CSF se trouvent impliqués dans cette affaire. Un membre du service des ventes internationales aurait déjà été «démissionné» de son poste à la Thomson.

En quoi consiste l'affaire? La Libye a manifesté en 74 son intention d'acheter des «stratrons», lunettes ultramodernes permettant l'observation de nuit.

Après avoir reçu une première livraison en octobre 1975 grâce à une combinaison douteuse met-

tant en jeu une société panaméenne bidon, la Libye a passé une nouvelle et plus importante commande pour 15 millions de dollars. Or, entre-temps, ce matériel a été classé en France matériel stratégique et ne peut donc plus être réexporté.

Les interlocuteurs des autorités lybiennes, plutôt que d'annuler le contrat, ont monté une véritable escroquerie. Ils ont fait fabriquer en France un objet qui ne ressemblait aux Stratrons que par la forme et le poids, mais n'était qu'un vulgaire tube. Par diverses opérations scabreuses les escrocs sont parvenus à toucher les 15 millions de dollars, sans

Le baron Guichard, trait «d'union» entre les factions rivales de la «majorité présidentielle», s'efforce de remettre un peu de calme dans la turbulence de la droite. Selon lui, il n'y a pas le feu dans la maison, dans la coalition gouvernementale, tout au plus une partie électorale serrée pour les mois qui viennent: «En réalité, il nous manque deux à trois pour cent pour sortir de ce que j'appelle la zone à haut risque». C'est sérieux. Ça ne justifie pas une panique et des criaileries», déclare-t-il cette semaine, dans un hebdomadaire gouvernemental. Ce n'est pas très gentil pour son ami Poniatowski ni pour son compagnon Chirac de qualifier de «criaileries» les belles déclarations de ces messieurs, depuis la création du RPR. Selon lui, la préparation des listes de la «majorité» pour les municipales se présente bien, se présente mieux qu'au sein de l'union de la gauche... Bien sûr, il y a Paris: «On

ne fait jamais les choses comme ailleurs, et rarement mieux qu'ailleurs...»

Son optimisme repose sur l'espoir que dans le cours même de la campagne électorale, la «majorité» va retrouver sa cohésion face à l'union de la gauche: «à partir de début janvier jusqu'aux élections municipales, tout le monde va se retrouver dans la même tranchée», dit-il.

Mais le tir va-t-il «être groupé»? Rien ne le prouve, au vu des déclarations mêmes de Guichard. En effet, il reste dans le pis grand vague sur la désignation de la cible. S'agit-il de viser la «coalition socialo-communiste» dans son ensemble ou d'adopter la perspective giscardienne de détacher le plus possible le PS de l'union de la gauche en concentrant les attaques contre le PC? Guichard ne se préoccupe pas de trancher prématurément cette délicate question.

Affaire Flatto-Sharon

L'ETAT SIONISTE ET SES ESCROCS

Samuel Flatto, rebaptisé Shmouel Sharon, depuis qu'il a pris la nationalité israélienne, est sous le coup d'une demande d'extradition du gouvernement français. Comme Lipsky, autre escroc de haute volée, Flatto avait trouvé refuge en Israël d'où il a dirigé d'autres escroqueries de grande ampleur.

Ses affaires immobilières ont des ramifications dans le monde entier, notamment dans des pays où les banques ne sont pas regardantes: Panama, Liechtenstein. Flatto-Sharon agissait au grand jour en Israël, avec la complicité de membres du gouvernement et de l'armée qui bénéficiaient de ses largesses. Il s'affichait aux côtés des plus hautes personnalités de l'Etat sioniste: le premier ministre Rabin, le

ministre des finances... Avec un général de l'armée sioniste il fonde une affaire d'exportation de matériel de guerre, il collabore également avec le syndicat officiel Istadrouth.

Grâce à ses liens avec l'appareil d'Etat, il dispose de cinq passeports à des noms divers et deux sauf conduits qui lui facilitent la tâche. Ses protecteurs l'auraient-ils abandonné? Il a été arrêté par la police israélienne à la demande de la police française, puis relâché sous caution de 10 millions de livres israéliennes (17,6 millions de francs). La demande d'extradition émanant des autorités françaises concernerait une escroquerie immobilière, on parle de l'affaire de la Paternelle qui remonte à 1973.

Une question se pose, pourquoi cette affaire éclate-t-elle aujourd'hui, alors que les faits reprochés à Flatto Sharon remontent à 73. Ne serait-ce pas en rapport avec la crise gouvernementale israélienne. Flatto Sharon était très lié au parti religieux, un des partis de la coalition gouvernementale qui vient d'éclater. Il pourrait s'agir d'un règlement de comptes entre les partis de cette coalition. Quoi qu'il en soit, cette affaire est révélatrice de la nature de l'Etat sioniste, dont l'escroquerie, la piraterie, constituent avec le racisme et l'expansionnisme les principales caractéristiques.

jamais faire parvenir à la Libye leurs soi-disant Stratrons. Et pour cause!

Le principal acteur de cette escroquerie est un certain G. Starckmann, déjà bien connu des douanes et du service des fraudes par diverses opérations antérieures (mais moins juteuses). Petit détail supplémentaire plein d'intérêt, il «travaille» en collaboration avec un certain nombre d'«anciens» du SDECE et son associé, actuellement consul de Bolivie, a été recherché pour des activités dans l'OAS. Que du beau monde! L'affaire, révélée par le journal «le Monde» ne devrait pas en rester là...

mai

1976: en parcourant le Quotidien du Peuple

UNE ANNEE DE LUTTE

juin

1^{er} mai : Carrefour des luttes de Bretagne dans Râhault occupé. Portes ouvertes chez Griffet, la première idée de coordination des luttes y prend corps, avec ceux de Lip, Caron-Ozanne... et les paysans du MIVOC. Manifestations dans toute la France : les cortèges sont traversés d'importantes contradictions politiques et une opposition aux réformistes et aux révisionnistes s'y dessine nettement, aux cris de « Union, Action, Révolution » et « Engageons l'action sans attendre les élections », y compris par la volonté de défilé par cortèges de boîtes unifiées CGT-CFDT (contre la montée des querelles de boutiques confédérées).

SUCRÉS DE LA FÊTE DE «REBELLES» ET DES INITIATIVES DU PCRml :
• Tandis qu'à Lille et Lyon se déroulaient d'importantes manifestations et fêtes populaires à l'initiative des Fédérations du PCRml, Paris voyait le succès de la fête de «Rebelles», l'organe de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire : six mille personnes, en majorité des jeunes, venus de toute la France, pendant six heures, pour un vaste échange politique, des débats et des chansons populaires. Cette fête montre l'intérêt grandissant qui existe dans la jeunesse pour la perspective de la Révolution, ainsi que le prouve l'attention portée à l'intervention du Secrétaire de l'Union, J.F. Vitte, qui proclamait « d'embûche la jeunesse solidaire du combat des masses populaires ». Le matin, s'étaient exprimées avec force les aspirations révolutionnaires lors d'une puissante manifestation du PCRml : « Giscard, Mitterrand, Marchais, c'est le capitalisme ! Ce qu'il nous faut, c'est le socialisme, c'est le pouvoir ouvrier-paysan ! » et « Non, Marchais, la Commune n'est pas morte ! Vive la dictature du prolétariat », tels étaient les mots d'ordre caractéristiques de la volonté de lutte et de la confiance en l'avenir qui marquait ce 1^{er} mai 76.

2 mai : Manifestations à Djibouti pour l'indépendance ; un mort et cinq blessés victimes des troupes coloniales.

5 mai : Première victoire des ouvriers et ouvrières de Clérieux contre la MGM (qui était responsable de la mort de six travailleurs par explosion) : ils obtiennent 175 F, baisse des cadences, sept heures de travail payées huit et un local de repos.

6 mai : Journée d'action CGT-CFDT sur la sécurité du travail.

• Laveline (Vosges) : quatre ouvriers condamnés à des peines de prison... pour participation à un piquet de grève ! Des délégués licenciés à Paris-Rhône, Monin, Berliet, Durschmidt (Lyon) ; vague de répression anti-ouvrière ! • Poniatowski lance une campagne «sécurité des personnes âgées»

7 mai : Martinique - Extension de la grève du bâtiment aux autres professions contre le chômage et les dernières «mesures Störn» pour les colonies.

• Kissinger à Paris : concertation franco-américaine sur le pillage impérialiste de l'Afrique et les partages d'influences.

8 mai : Tremblement de terre en Italie : des morts qui auraient pu être évités ! Giscard baffoue la Résistance en renouant au 21^e anniversaire de la victoire de la lutte de libération

9 mai : Portes ouvertes à Lip, avec Griffet, Rhône-Poulenc, Gambin (Annemasse), Caron-Ozanne, le Parisien Libéré et les «révo».

• Mort d'Ulrike Meinhof : le régime social-démocrate de Schmidt assassine une des prisonnières politiques (de la Fraction Armée Rouge de Baader) qu'il détient dans ses prisons modèles. L'Europe policière se met en place avec l'Allemagne en tête : Ponia et Lecanuet vont prendre des leçons de justice en RFA !

12 mai : Rapport de la conférence des partis révisionnistes de Berlin. • Refus de sa mutation disciplinaire par le substitut Cecakdi.

13 mai :
• Pénurie de viande en URSS : la production de viande avait déjà baissé d'un million et demi de tonnes en 1975.

14 mai : • Verdict sur le procès de la catastrophe de Vierz : la justice bourgeoise blanchit la SNCF et les chefs inculpés (prison avec sursis !!).

15 mai : • Portes ouvertes dans les foyers Sonacotra en grève.

• Journée nationale de lutte en Palestine occupée : soulèvements de milliers de Palestiniens. • Congrès de Dijon du PS : opposition CERES et mitterrandistes sur les municipales et l'alliance avec le PCdF.

16 mai : Assassinat par la police du Chah fasciste de onze révolutionnaires iraniens.

17 mai : Giscard aux USA, nouveaux abandons (vers «l'Europe américaine»). • Poniatowski menace et dénonce le «terrorisme», après la mort du PDG du Crédit Lyonnais.

19 mai : • Ouverture à Bordeaux du 16^e Congrès du CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs).

20 mai : • Succès de la première coordination des centres FPA CGT-CFDT.

22 mai : Giscard menace d'envoyer des troupes françaises intervenir au Liban. • Colloque du Syndicat de la Magistrature. «La sécurité contre la liberté»

24 mai : • Manifestations des mineurs de Saalunaines devant le siège des Houillères. • La Rochelle : durs affrontements, toute la journée, entre grévistes et CRS. Riposte ouvrière sur toute la ville. • Venue à Paris du premier ministre iranien, assassin des patriotes. Il est accueilli par de nombreuses manifestations.

25 mai : • Ouverture du 37^e Congrès CFDT. • Discours de Giscard annonçant que «la crise est surmontée» (?) et s'en prenant à «l'anarchie et au désordre» qui régneraient en France, pour mieux annoncer la répression des luttes populaires.

27 mai : Projet de loi des racistes d'Afrique du Sud sur la soi-disant «indépendance» du Transkei.

28 mai : • Sursis pour le patron des H.G.D. de Vendin-le-Vieil (Chapron) chez qui a été tué au travail l'ouvrier Guillaume : scandale de la «justice» bourgeoise !

29 mai : • Grève de la Presse Parisienne.

• Bombardement des quartiers populaires par les phalanges au Liban.

30 mai : • L'impérialisme français vend une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud !

Bourgogne-Electronique

RÉINTÉGRATION DES 23 !

Dix jours après la fin des cinq semaines de grève victorieuse à Bourgogne-Electronique (Dijon), la direction du trust Thomson cherche à se venger en licenciant huit délégués et quinze ouvriers, actifs dans la grève ! Faire un exemple, s'efforcer de prouver que lutter victorieusement n'est plus possible ; telle est la volonté de la Thomson. Le prétexte ? Une soi-disant «séquestration» (en cours de grève) d'éléments de la direction de LCC-Bourgogne-Electronique ; mais en fait, les dossiers sont vides !

La riposte s'organise : plusieurs débrayages et manifestations dans Dijon et devant BE (à Saint Appolinaire) ont lieu.

Le soutien va également se développer dans toute la France : des meetings de solidarité (à Lille, Lyon, Nancy, Paris...), des comités de soutien (notamment à Levallois), un appel de personnalité, des motions de syndicats et congrès (USAT-

CFDT PTT Paris...) et par la suite un «Bulletin des licenciés»... tout cela s'ajoutant à la mobilisation dans l'usine (à laquelle couvrait particulièrement la cellule d'entreprise du PCRml) et à l'appui de l'Inter-trust CFDT, va contraindre le 17 mai à une première victoire : la réintégration de huit délégués !

Mais il faudra attendre six mois pour que Beullac renonce à remettre cela en cause ! Quant aux quinze autres licenciés, ils continueront, dans l'unité avec leurs camarades réintégrés, à mener la bataille jusqu'à la victoire des 23, malgré les cinq reports successifs du jugement. Le 18 janvier 77, les vingt-trois seront là, avec les travailleurs de la BE pour exiger la réintégration de tous ! La mobilisation est donc poursuivie pour cela, en dépit de tergiversations et coups fourrés du PS contre la lutte (aboutissant à des blocages du soutien par l'US-CFDT, à des freins apportés sous pré-

texte de «préservé avant tout les chances juridiques»...). Le succès de la lutte à BE sera

celui de tous les travailleurs, contre Barre-Bauillac et la répression anti-grève !

37^e CONGRÈS CFDT

UN TOURNANT !



Préparé dans des conditions difficiles (réceptions des textes, temps et moyens du débat, désignations des délè-

gués...), le 37^e Congrès de la CFDT, tenu à Annecy (à partir du 25 mai 76), a constitué un enjeu d'importance. L'équipe social-démocrate sortante s'y est fait sérieusement bousculée, certains de ses responsables (les plus ouvertement engagés aux côtés du PS) ont bien failli sauter ! Sur de très nombreux plans, une opposition s'est cherchée, et peu à peu retrouvée de fait : contre l'insultante présence d'un attaché de l'ambassade US, contre l'opération des Assises de 74 et la soumission à la gauche, pour affirmer le rôle de la classe ouvrière dans l'Union des Forces Populaires comme dans les transformations sociales et politiques, contre la répression de la bourgeoisie et pour la démocratie dans le syndicat, contre toute exclusive anti-communiste, contre le «socialisme en morceaux» des objectifs de transformations autogestionnaires, contre le bilan des luttes tracé par la Confédération. Un large courant d'opposition s'est dessiné : 40 % des mandats ont tracé la possibilité d'une alternative au réformisme à construire dans la CFDT !

Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement

LE TIERS-MONDE A L'OFFENSIVE !

La quatrième session de la CNUCED s'est achevée, avec le mois de mai 76, sur un affrontement très important entre des propositions US présentées par Kissinger et celles communes aux pays du Tiers-Monde (qui les avaient élaborées auparavant entre eux à la Conférence de Manille). Cette

session a marqué tout à la fois un isolement important de la superpuissance américaine, lâchée en fin de compte par les Européens et même le Japon, et une étape supplémentaire dans la constitution du Tiers-Monde en force politique avec laquelle l'impérialisme doit

vent compter désormais !

Le point crucial des matières premières était à l'ordre du jour... Contre la fluctuation des cours provoquée par la spéculation, le pillage impérialiste, les peuples et nations du Tiers-Monde se sont unis depuis la crise pétrolière de 73. Depuis, ils n'ont cessé d'imposer des reculs à leurs adversaires. Le front uni des puissances impérialistes s'est brisé à plusieurs reprises : les Etats-Unis se sont faits isoler ainsi à cette session de la CNUCED sur le projet Kissinger de financement par une banque mondiale (sous la coupe de la superpuissance américaine) d'un fond régulateur stabilisant les prix par le financement de stocks.

La bataille fut rude aussi pour repousser le projet US de négociations par produit destiné à diviser les forces du Tiers-Monde. En fin de compte : échec sur les deux tableaux pour les USA ! La France dans cette affaire a joué avec Fourcade le sale jeu d'un compromis boîeux dont le but était de faire passer la division par produit. Mais rapidement, la fermeté du Tiers-Monde fit reculer cette manœuvre, tandis que les commentateurs soviétiques (qui indiquaient les solutions du Tiers-Monde comme «inadéquates») se voyaient eux-aussi désavoués de fait.

La CNUCED ? C'est une de ces batailles dont on parle moins que des victoires des peuples indochinois certes, mais qui témoignent du mouvement historique d'affirmation du Tiers-Monde à l'échelle internationale !

Liban

Résistance héroïque à l'invasion syrienne

Début juin, l'armée syrienne intervient massivement au Liban. Alors que les phalanges libanaises bombardent pendant deux jours le camp palestinien de

Sabra et le quartier populaire de Nabaa et qu'elles massacrent à Beyrouth, l'armée syrienne, par son offensive cherche à désarmer les forces patriotiques.

La signification de cette attaque est claire : il s'agit bien d'un complot impérialiste de grande ampleur mené aux côtés des forces réactionnaires libanaises pour attaquer la révolution palestinienne et les forces patriotes du Liban. Le but de ce complot est de liquider physiquement la résistance.

Et ce complot est fomenté avec la complicité des USA et de l'URSS (qui fournit des armes à la Syrie) : il s'agit, après les massacres perpétrés par Hussein de Jordanie, de mettre à genoux, un peuple qui, les armes à la main, depuis des années, se met en travers de toutes les entreprises pour un règlement qui vise à permettre aux super-puissances de dé-

velopper librement le jeu de leur concurrence dans la région.

Mais le peuple palestinien uni aux forces patriotes libanaises, montre qu'il est prêt à s'opposer aux complots liquidationnistes. Dès le 7 juin, l'artillerie des forces palestiniennes arrête les avions militaires syriens qui tentent de survoler Beyrouth, à Saïda, les masses palestiniennes et libanaises résistent héroïquement, construisent des barricades : le siège de la Saïka, organisation dirigée par la Syrie, est incendié à Beyrouth. Et le 11 juin, la résistance et les masses libanaises portent un premier coup à l'invasion syrienne : une puissante offensive oblige les troupes d'invasion syriennes à arrêter leur marche sur Beyrouth !

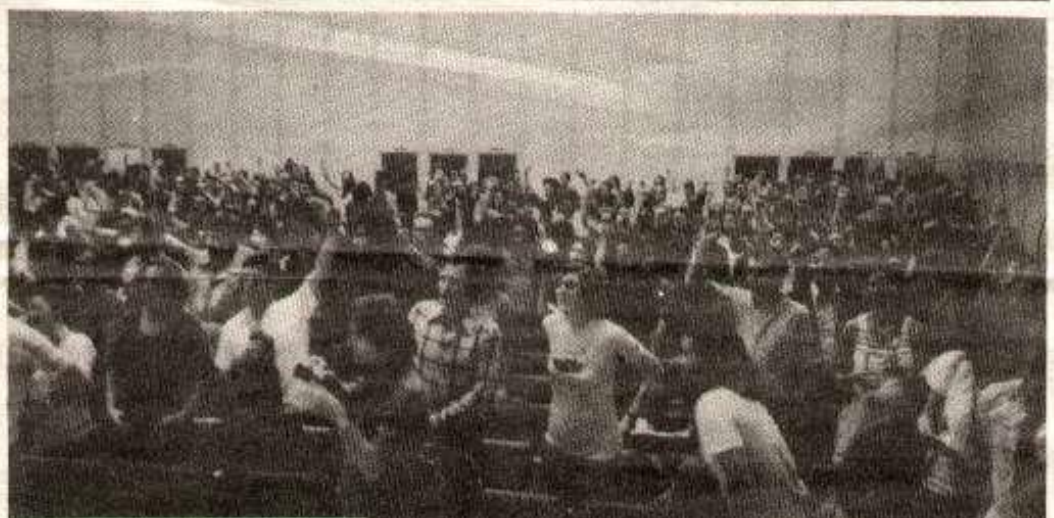
BORDEAUX SEP : 2000 DANS LA RUE NOTRE DROIT DE GRÈVE, ON LE DÉFEND !

Judi 10 juin, à Bordeaux, la section CFDT de la SEP/Société Européenne de Propulsion appuyée par l'UD. CGT et CFDT appelle à une manifestation pour protester contre le licenciement de cinq militants et travailleurs de la SEP et la menace qui plane sur quinze autres. 1500 personnes à 2000 participent à cette riposte.

Il est clair qu'une idée s'affirme : riposter coup pour coup aux attaques de la bourgeoisie en crise qui s'attaque à nos droits. A la SEP, les travailleurs n'ont pas attendu !

12 juin : Face à la politique répressive de la bourgeoisie

MEETING DES «LICENCIÉS DURAFour



Vive le 2^e congrès du PCRml !

Entre le Congrès de création du PCRml de mars 1974 et la tenue de son deuxième Congrès en juin 1976, la situation politique a connu une importante évolution.

Aussi bien au plan international (avec la constitution du Tiers-Monde en force politique, avec la croissance simultanée des facteurs de guerre et de révolution, avec la consolidation de la dictature du prolétariat en Chine, qu'au plan national (avec l'aiguïssement de la crise politique), il était nécessaire que le Congrès du Parti affirme clairement ses orientations dans cette nouvelle situation.

Engagé depuis un an dans un important mouvement de rectification, le Parti devait, avec la tenue de son Congrès, faire le point sur son avancée et l'approfondir.

Le Congrès a considérablement enrichi et précisé la ligne du Parti, en adoptant un nouveau programme.

Analysant les nouveaux rapports mondiaux, il précise que la tendance à la guerre et la tendance à la révolution ont pris dans notre monde une égale importance, la tendance des

peuples à la révolution se développant avec vigueur. Il a précisé l'analyse de la crise politique de l'impérialisme français et du projet politique du PCdF : l'instauration d'un capitalisme d'Etat.

Il a approfondi l'analyse du processus révolutionnaire dans notre pays et tracé l'axe tactique pour répondre aux exigences actuelles de la lutte de classe : la construction du Front de Lutte contre la crise.

En adoptant les nouveaux statuts, le Congrès a sanctionné les progrès accomplis dans la transformation interne du Parti et son assimilation en profondeur du centralisme démocratique. En élitant un nouveau Comité Central composé de la majorité d'ouvriers, en montrant le rôle déterminant joué par les cellules d'entreprises dans l'édification du Parti, le Congrès a concentré les acquis de la prôtrisation du Parti. Le deuxième Congrès a porté à un niveau supérieur l'unité politique de tout le Parti, renforcé la voie prolétarienne et constitué une nouvelle avancée dans la construction du Parti de type nouveau.

Samedi 12 juin : A l'appel de la section CGT des Câbles de Lyon à Clichy, à la maison du Peuple de Clichy, se tient le meeting des «licenciés» Durafour. Ce meeting rencontre un grand succès. Y sont présents entre autres des travailleurs de Bourgogne-Electronique (Dijon), ceux de Bourgogne (Besançon), ceux des Câbles de Lyon (Clichy), des infirmières de l'hôpital de Garches, ceux d'une imprimerie parisienne. Tous sont en butte et en lutte contre la répression patronale.

Ce que veut remettre en cause la bourgeoisie, dès cette époque, c'est toute possibilité même de lutter. Dans ces conditions, la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques prend une importance particulière.

Mais face à cette répression, la question est celle d'une riposte efficace. Face à l'offensive de la bourgeoisie tente de faire retomber tout le poids de la crise sur les travailleurs : restructurations, fermetures d'ateliers non rentables, licenciements, salaires qui stagnent. Pour empêcher toute riposte à l'application de son plan, le gouvernement Giscard-Chirac est engagé dans une vaste politique répressive : il n'est pas de lutte sans que les CRS n'interviennent, sans que des délégués syndicaux qui se

sont portés à la tête de la lutte, ne soient entraînés devant les tribunaux, licenciés, sur ordre direct de Durafour.

Un exemple de lutte est donné par les travailleurs de la SEP. Face à l'offensive de la bourgeoisie, dès cette époque, c'est toute possibilité même de lutter. Dans ces conditions, la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques prend une importance particulière.

Un exemple de lutte est donné par les travailleurs de la SEP. Face à l'offensive de la bourgeoisie, dès cette époque, c'est toute possibilité même de lutter. Dans ces conditions, la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques prend une importance particulière.

Mais face à cette répression, la question est celle d'une riposte efficace. Face à l'offensive de la bourgeoisie tente de faire retomber tout le poids de la crise sur les travailleurs : restructurations, fermetures d'ateliers non rentables, licenciements, salaires qui stagnent. Pour empêcher toute riposte à l'application de son plan, le gouvernement Giscard-Chirac est engagé dans une vaste politique répressive : il n'est pas de lutte sans que les CRS n'interviennent, sans que des délégués syndicaux qui se

1^{er} juin : La bourgeoisie réprime : une syndicaliste CFDT est condamnée à trois cents francs d'amende pour avoir soutenu en octobre 75 les employés d'Inno Montparnasse en lutte. • Espagne : des luttes importantes se déroulent, notamment dans la chimie, pour les conventions collectives.

3 juin : • Vingt-cinq ouvriers de Redon en procès inculpés de «détérioration d'édifice». Des centaines de travailleurs ripostent. Malgré cela, un délégué CFDT de l'usine Garnier est condamné à quatre mois de prison ! • Vingt-deux patriotes iraniens sont assassinés. A Paris plus d'un millier de personnes manifestent.

4 juin : • SEP (Bordeaux) : cinq délégués syndicaux sont licenciés pour fait de grève. La riposte s'engage. • Un préavis de grève est déposé par le Syndicat de la Magistrature pour protester contre la tentative de mutation du juge Cecakdi suite aux informations qu'il a ouvertes sur les agissements des compagnies pétrolières. • Treize ouvriers sont brûlés à la SAFE, à Hagondange. • Trith-Saint-Léger : la bourgeoisie veut faire payer sa crise. • Usinor restructure et annonce un millier de licenciements.

• Le capital mutile : vingt-quatre mineurs blessés à la fosse 4 de Lens. • Première victoire du mouvement viticole en lutte : Albert Teyssie, viticulteur, emprisonné depuis deux mois, après la fusillade qui avait opposé, le 1^{er} mars, viticulteurs et CRS, est libéré.

8 juin : • L'Europe des polices se met en place : les ministres de la justice des dix-huit pays du Conseil de l'Europe se réunissent pour mettre au point un plan «anti-terroriste». • Les métallurgistes rochelais continuent la lutte depuis six semaines pour les salaires.

9 juin : • L'armée de libération sahraouie est aux portes de Nouakchott.

10 juin : • La sécheresse s'aggrave : dans de nombreux départements trois mois de pluie manquent notamment dans l'Ouest. Plusieurs paysans doivent réduire leur cheptel. Plusieurs récoltes sont compromises. Le conseil des ministres fait de vagues promesses de subventions. • Cinq cents magistrats sont en grève. Alors que Lecanuet, confronté à une montée des luttes ouvrières, tente de renforcer son appareil répressif, le refus d'une fraction non négligeable de la magistrature, porte un premier coup à ses projets.

SECHERESSE : LE PLAN ORSEC les petits paysans commencent à vendre leurs bêtes

Judi 10 juin : depuis plusieurs jours, la sécheresse menace de ruine des milliers d'agriculteurs. Il manque l'équivalent de trois mois de pluies dans de nombreux départements en particulier dans l'Ouest. Cette situation catastrophique a d'ores et déjà amené plusieurs paysans à réduire leur cheptel. Plusieurs récoltes sont en grande partie compromises. Les effets de cette sécheresse continueront de se faire sentir cet hiver en raison du manque de fourrage récolté cet été. Devant la gravité d'une telle situation, le Conseil des Ministres ne fait que de vagues promesses de subventions et annonce qu'il allait étudier la mise en place d'un plan ORSEC. Et pour Bonnet, «Il est trop tôt pour agir» !!!

11 juin : • Deux mille travailleurs dans la rue montrent leur détermination à s'opposer aux licenciements de cinq militants syndicaux de la SEP (Bordeaux). • La répression anti-syndicale continue : Rhône-Poulenc réclame quarante-cinq millions d'anciens francs à la CFDT et à la CGT suite à la journée d'action dans le trust en mai.

12 juin : • Fourcade libéralise la politique des prix. Il propose de supprimer progressivement la limitation des marges bénéficiaires pour les commerçants. • 14 juin : nouvel impôt pour les travailleurs : hausse de 16 à 20 % sur le tabac.

16 juin : • Cinq ans de prison requis contre Siméoni. • Sécheresse : restriction et mesures dérisoires au conseil des ministres. • Douze femmes devant le tribunal en Loire-Atlantique, coupables de solidarité avec leur mari gréviste, à Tréfinétaux. • La Tour Eiffel en balade : la confédération CGT organise une mascarade de coordination des luttes : le «rallye des bradés» à St Etienne. • SICNA St Malo : un an de lutte. • Sept mille mineurs belgiens en lutte.

17 juin : Parisien Libéré : suite à un «rodéo» à Melun, dix ouvriers du Parisien Libéré sont agressés et hospitalisés, quatre sont gardés à vue. • Sécheresse : aggravation : dans le Calvados, des paysans commencent à vendre leurs bêtes.

18 juin : • Les hospitaliers de Grenoble sont en lutte pour les 2 000 F minimum.

23 juin : • Les employés des Nouvelles Galeries de Lyon sont en grève. Les éboueurs de Marseille continuent leur lutte.

25 juin : • Le septième plan est en discussion au parlement : une seule certitude : le blocage des salaires. • La campagne pour la «sécurité des Français» continue : un employé de banque est abattu de huit balles par deux inspecteurs. • Mozambique : un an d'indépendance. • Vietnam : symbole de la réunification du pays, l'assemblée populaire nationale est élue au cours d'élections.

• Bourgogne-Electronique : quinze travailleurs vont passer devant le juge des Prud'hommes suite à la grève de mars : la mobilisation est engagée. • Espagne : des dizaines de milliers de travailleurs manifestent contre la hausse des prix.

28 juin : • Quatrième réunion des partis de gauche. Le PS est satisfait de l'accord sur les municipales. • Deux ouvriers sont tués à la centrale sidérurgique de Richemont près de Thionville. • Eboulement à Gressanges, à la mine : un mineur est tué. • Pologne : la classe ouvrière manifeste contre la hausse des prix.

INTERNATIONAL

revues des peuples en lutte

Sahara info (DÉCEMBRE 1976)

On trouve dans ce numéro un reportage concernant la vie quotidienne, l'enseignement et la vie politique dans les camps de réfugiés. Le bulletin reproduit également le communiqué de presse de l'Association des Amis de la RASD et les remerciements du Front Polisario à l'Association pour son travail de soutien.

Le bulletin fournit la liste du matériel de propagande actuellement disponible sur le Sahara occidental : journaux, documents, photos, affiches, diapositives. Ce matériel, ainsi que le bulletin peuvent être commandés à l'Association des Amis de la RASD. (B.P. 236. 75 264 PARIS CEDEX 06)

Bulletin de l'agence de presse du Burundi

Le Burundi est un pays d'Afrique Australe entre le Zaïre et la Tanzanie, dont l'histoire récente a été marquée par de nombreux conflits créés et entretenus par l'impérialisme entre l'ethnie hutu et l'ethnie tutsi. Le nouveau gouvernement du Burundi prend à ce sujet la position suivante : « Notre peuple doit prendre conscience que cette situation regrettable est l'œuvre d'une minorité qui se disputait le pouvoir au sommet de l'appareil d'État... Nous constatons heureusement qu'entre le paysan hutu et le paysan tutsi, il n'existe pas d'antagonismes fondamentaux ou irréversibles. La contradiction fondamentale se situe plutôt entre notre peuple et la minorité bourgeoise qui a été la source des divisions ».

L'Étudiant du Gabon

(DÉCEMBRE 1976)

ORGANE DE L'ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DU GABON

Ce journal qui commence à la une par un hommage au Président Mao Tsé-toung, présente également un éditorial protestant contre les démarches du Ministère de l'Intérieur français visant à interdire l'AGEG : en effet, il est demandé à l'AGEG de s'engager à « ne pas faire de politique » et de fournir la liste complète de ses militants. La répression dont est victime l'AGEG est dans la ligne de la politique de Poniatowski contre les militants révolutionnaires étrangers qu'il vient d'illustrer contre les patriotes iraniens. « L'étudiant du Gabon » donne également des éléments d'analyse sur le pillage économique du Gabon par les impérialismes occidentaux et par le social-impérialisme, ainsi que des éléments de réflexion sur le mot d'ordre de la jeunesse africaine : « s'intégrer effectivement aux ouvriers et aux paysans ».

La voix du peuple

JOURNAL PATRIOTE MARTINICAIS

Ce journal donne des exemples de la manière dont le colonialisme français ruine et chasse les petits paysans ; il donne également des révélations concrètes sur la justice coloniale. Un article sur la femme martiniquaise fait un rappel historique dans les luttes, et du rôle qu'elle doit avoir aujourd'hui dans la lutte contre le colonialisme.

Bulletin de l'Ancha

AGENCE DE PRESSE CHILIENNE ANTI-FASCISTE NUMÉRO 15

Le numéro est principalement consacré à la résistance dans les universités chiliennes, avec des reproductions de tracts et de journaux des noyaux de résistance clandestins qui se forment dans les universités.

QUI EST EN PRISON EN ESPAGNE AUJOURD'HUI ?

« Tant que Santiago Carrillo et ses camarades ne seront pas libres, tant que le PCE ne connaîtra pas la légalité, il n'y aura pas de progrès démocratique et

amis en prison en Espagne, et le seul objectif qu'il donne à sa campagne, c'est la légalisation du PCE. Ce que veulent les révisionnistes, ce sont « les libertés

toujours refusé à organiser la solidarité avec les travailleurs licenciés ou emprisonnés pour fait de grève des postes, de Motor Iberica (Barcelone) ou de Roca,

pacifiquement dans les anti-chambres des ministères une légalisation qui interviendra sans doute l'année prochaine.

Ce sur quoi le parti révisionniste espagnol, comme le PCF, fait silence, c'est le nombre des prisonniers politiques toujours en prison parce qu'ils n'ont pas été touchés par les mesures d'amnistie prises en juillet par Juan Carlos. Ils sont au moins deux cents, détenus dans des cachots humides et sans chauffage, en plein hiver, souvent punis par l'isolement total ou l'enchaînement.

La grande majorité d'entre eux, cent cinquante sont Basques : la mobilisation massive pour leur libération, pour l'amnistie totale n'a jamais cessé au Pays Basque.

Tout en menant une campagne pour Carrillo et pour sa légalisation, le PCE tente de dévoyer la lutte des masses pour l'amnistie totale, il ne fera ainsi que se démasquer davantage aux yeux du peuple espagnol.



Carrillo : aujourd'hui en prison, demain prêt à collaborer avec Suarez (photomontage de Cambio 16)

social en Espagne». C'est ainsi que s'exprimait hier le parti révisionniste français dans l'« Humanité », position développée par une campagne de tracts et des manifestations. Pour le PCF, il n'y a que Carrillo et ses

démocratiques» pour eux, à leur usage et non pas pour les travailleurs en lutte.

Dans le cas de l'Espagne, c'est particulièrement flagrant, puisque dans la dernière période, le PCE s'est

disant que ce n'était pas possible, ou pas le moment. Aujourd'hui, au contraire, le PCE organise des grèves et des manifestations. Tandis que ces manifestations se font durement réprimer, les dirigeants du PCE négocient

Une ville du Sud Liban bombardée par les sionistes

La ville de Nabatieh, à 15 kilomètres de la frontière israélienne a été bombardée par l'artillerie israélienne samedi soir, annonce l'agence de presse palestinienne, Wafa.

C'est à la suite d'une offensive militaire des milices fascistes qui cherchaient à étendre leurs positions dans cette région, que les bombardements ont eu lieu, précise l'agence.

Les milices fascistes ont été installées au Sud-Liban par l'État sioniste au cours de l'été et de l'automne, alors qu'il n'y en avait jamais eu

auparavant. Par leur intermédiaire, Israël espérait exercer un contrôle de fait jusqu'à la rivière Litani, c'est-à-dire sur la plus grande partie du Sud-Liban. Les forces patriotiques libanaises leur ont opposé une farouche résistance de concert avec les forces palestiniennes, qui, en application des accords du Caire de 1969 et de Ryad ont des camps dans la région. Le bombardement de Nabatieh, montre que si Israël a dû renoncer à la réalisation immédiate de son projet, la menace continue de peser lourdement sur le Sud-Liban.

● PALESTINE OCCUPÉE : UN OBJECTIF MILITAIRE SIONISTE ATTAQUÉ PAR DES COMBATTANTS PALESTINIENS :

Wafa annonce qu'un objectif militaire a été attaqué à la roquette dans le Nord de la

vallée du Jourdain par un groupe de combattants palestiniens. Le commando s'est retiré avant que les sionistes aient le temps de déployer les forces motorisées envoyées en renfort. Les pertes sionistes ne sont pas connues.

● UN DIRIGEANT DU FRONT DU REFUS ASSASSINÉ :

Abdel Wahag Tayeb, membre de la direction du Front Populaire de Libération de la Palestine a été assassiné chez lui, à Beyrouth, ainsi que sa femme, a annoncé le Front Populaire.

Cet assassinat intervient au moment où de violents combats ont

opposés la Saika et des membres du « front du refus », dont fait partie le FPLP, il pourrait remettre en cause les mesures prises par toutes les organisations de la Résistance Palestinienne pour mettre fin aux affrontements armés dont les troupes syriennes prennent prétexte pour menacer de pénétrer dans les camps palestiniens.

RHODÉSIE

800 TRAVAILLEURS DES AUTOBUS EMPRISONNÉS PAR LES RACISTES

Les travailleurs des autobus de Salisbury, capitale de la Rhodésie s'étaient mis en grève à la veille de Noël pour leurs revendications de salaires. Le pouvoir raciste, qui considère dans la législation la grève comme un délit, a fait emprisonner les 800 grévistes et c'est le parti raciste actuellement au pouvoir qui réclame le ministère de l'intérieur dans un gouvernement de transition.

Mugabe, dirigeant de la ZANU, mouvement de libération du Zimbabwe, vient de déclarer en Tanzanie que la Grande-Bretagne ne négocierait pas sérieusement à la Conférence de Genève ; il a également annoncé que des discussions allaient reprendre avec le ZAPU pour une unification totale et effective des forces de guérilla des deux mouvements de libération.

● OPEP :

A la suite des désaccords entre les différents pays de l'OPEP sur le prix du pétrole, l'Iran vient de demander la convocation d'une conférence extraordinaire pour unifier les positions de ces pays.

d'un nouveau pas dans l'instauration du plan d'austérité destiné à faire payer la crise aux travailleurs italiens, plan soutenu par le parti révisionniste italien.

● USA : CARTER \ EUT RENCONTRER BREJNEV : Carter a annoncé son intention de rencontrer Brejnev pour discuter avec lui de la réduction mutuelle des forces nucléaires avant le mois de septembre 1977.

● THAÏLANDE : EXTENSION DE LA GUERRILLA : Après la mort dans une embuscade du vice-gouverneur d'une province la semaine dernière, la lutte de guérilla contre la dictature fasciste de Bangkok s'étend : samedi, les patriotes ont pris d'assaut un poste ennemi et se sont emparés d'un stock d'armes dans une province du Nord ; 22 soldats ennemis ont été tués. Des combats ont également eu lieu dans le Sud. Le ministre de la défense de la dictature a demandé à la population de l'aider contre la guérilla.

● ITALIE : VERS LE RATIONNEMENT : Le premier ministre Andreotti a annoncé que son gouvernement envisageait pour l'année prochaine un rationnement de la viande et de l'essence : il s'agit

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadare et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Anti-Dühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaires...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen

Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris

«Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest

Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille

«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre-Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e

«Olympic», 1 rue Boyer

«Entrepôt», 7 rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal 300 F

Abonnement de soutien .. 500 F

Abonnement de soutien F

Mode de versement :

En une fois

En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chavet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Editions Buchet-Chastel

325 000 FRANCS de Roger VAILLAND

79^e épisode

Il pensait aussi que la vivacité du geste et l'extrême attention qu'il exigeait, contribueraient à l'empêcher de s'endormir. Il essaya de se maintenir au même rythme, mais sans compter les secondes, sur le mouvement acquis.

Il regarda la grande horloge : une heure dix. Il réveillera le Bressan à trois heures.

Quand il regarda à nouveau l'horloge, elle marquait deux heures moins dix. Il compta à haute voix le temps que la main demeurait dans le moule : quatre secondes. Il dépassait même légèrement les quatre secondes. Il pensa :

« Je vais me faire pincer les doigts. »

Il espérait une diversion; par exemple que la presse entièrement automatique se dérangeât de nouveau. Il guetta le déclenchement du bruit. Cela dura un bon moment. Il regarda de nouveau l'horloge : deux heures cinq. Il compta : sa main resta tout près de six secondes dans le moule.

Il pensa :

« C'est absolument sûr que je vais me faire pincer les doigts. »

Il espérait qu'un autre ouvrier se ferait pincer les doigts avant lui. Il entendra le cri. Il lâchera la presse pour se précipiter au secours de l'autre. Dans ces cas-là tous les ouvriers de l'atelier abandonnent leurs presses et courent au secours du

blesse. Il fera comme les autres. Le temps que la voiture ambulance arrive, l'horloge marquera trois heures. Sauvé.

Il regarda l'horloge : deux heures vingt-cinq. Il compta : sa main restait six secondes et demie dans le moule. Il trancha la carotte, sépara les carrosses. Il dit à voix haute :

« Assez plaisanté ! »

Il jeta dans la caisse les deux carrosses symétriques. Il décida : « Je vais replacer le coupe-circuit... Sauvé ! » Le voyant rouge s'alluma. Il détacha, trancha, sépara, jeta, détacha, trancha...

L'horloge marqua deux heures quarante-deux. Il poussa un cri. L'ouvrier de la presse la plus proche se trouva tout de suite près de lui. La main était engagée jusqu'au poignet dans le moule fermé.

Busard avait la bouche grande ouverte, comme pour hurler, mais aucun bruit n'en sortait. L'ouvrier passa les mains sous ses épaules pour le soutenir.

Le moule s'ouvrit. Busard s'affaissa contre la poitrine de l'ouvrier.

Les autres accouraient. L'un d'eux était déjà au téléphone. Le Bressan dormait toujours.

La main tout entière était broyée. Une pression de plusieurs milliers de kilos. Des brûlures jusqu'au coude : un volume de matière en fusion exactement égal à celui de la chair et des os qui emplissait le moule avait fondu par les joints.

On lui fit un garrot. L'ambulance arriva. Les autres ouvriers retournèrent à leurs presses.

(à suivre)

Programme télé

MARDI 28 DÉCEMBRE

TF 1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 35 - La petite maison dans la prairie. *Feuilleton*
14 h 25 - Les visiteurs de Noël. *Emission pour les enfants.*
16 h 00 - restez donc avec nous
18 h 25 - Pour les jeunes.
18 h 55 - Festival Tom et Jerry
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Mini-chronique
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Chapeau melon et bottes de cuir
21 h 25 - A bout portant, Raymond Devos
22 h 15 - Concert à Saint-Eustache
22 h 55 - JOURNAL et fin

14 h 00 - Les après-midi d'antenne 2
16 h 55 - Ciné-club : le voyage fantastique. *Film de science-fiction*
18 h 30 - La fête
18 h 40 - Au cœur des choses.
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un chef-d'œuvre du Louvre
19 h 45 - La caméra invisible.
20 h 00 - JOURNAL
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Les dossiers de l'écran. «L'enfant sauvage» (1969)
23 h 30 - Musique de nuit.
23 h 40 - JOURNAL et fin

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux.
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Tribune libre. *Aujourd'hui ; Perspectives 79 et 81*
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 35 - Le clan des Siciliens. *Film français (1969)*
22 h 30 - 22 h 30 - JOURNAL et fin

A 2

12 h 45 - JOURNAL
13 h 05 - La France à villages découverts
13 h 35 - T.V Régionale
13 h 50 - Journal à l'intention de sourds et malentendants.

Liévin, deux ans après

**ENCORE UN RAPPORT
POUR INNOCENTER LES HOUILLERES :**

**LES HOUILLERES ONT TUÉ
PARCE QU'«ELLES NE SAVAIENT PAS» !**



Le 27 décembre à 6 h 30 du matin, la nouvelle tombait sur Liévin puis sur toute la France : une catastrophe venait de se produire à la fosse 3 au poste du matin, poste de reprise après les trois jours d'arrêt des congés de Noël. Il fait encore nuit quand la foule des familles, des femmes, des

mineurs, accourt devant la fosse. La brutalité avec laquelle les Houillères refusent de répondre aux questions, à l'angoisse, donne à tous la mesure de l'ampleur de la catastrophe : c'est le soir seulement qu'on apprendra que ce sont quarante-deux mineurs qui ont trouvé la mort ce matin-là.

Dès ce matin du 27 décembre, à l'angoisse et à la douleur se mêle la colère ; par l'expérience de plus d'un siècle d'exploitation capitaliste, le mineur sait bien ce qui tue, ce qui blesse, ce qui mutilé : la recherche du profit. La bourgeoisie pourra bien tenter de dire que c'est la fatalité qui a tué, au bout de quatre jours, au moins dans la région, elle sera bien obligée de changer de thème pour laisser place aux déclarations embarrassées et contradictoires des Houillères.

Et Chirac, alors premier ministre, le jour de l'enterrement des mineurs sera obligé d'affirmer par démagogie que « toute la lumière serait faite sur la catastrophe ».

Mais les mineurs pour qui la recherche de la vérité est inséparable de la

lutte pour la sécurité, ont répondu à l'appel du PCR de constituer une Commission Populaire ayant pour but de faire la vérité et de lutter contre l'insécurité dans tous les puits.

**LE VERDICT DE
LA COMMISSION
POPULAIRE**

Au Tribunal Populaire de Liévin qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes dont plusieurs centaines de mineurs, le 22 mars 1975 à Lens, la Commission Populaire d'Enquête, sur la base des témoignages recueillis auprès des mineurs, accusait les Houillères. Elle concluait ainsi son rapport : « Il ressort de ce qui précède que ce sont bien les Houillères qui sont responsables de la mort des quarante-deux mineurs du quartier des six sillons, pour

les principales raisons suivantes. Premièrement, maintien d'un état de risque de grisou. Deuxièmement, absence d'un contrôle de la teneur en grisou dans les endroits les plus dangereux. Troisièmement, pratique d'absence d'arrêts-barrages dans le quartier puisque les quelques rares qui étaient posés n'ont pas fonctionné. Cette absence de sécurité n'est pas seulement imputable à quelques boucs émissaires. Il est pratiquement certain que tel ou tel ingénieur n'a pratiquement rien fait pour modifier cet état de fait. Mais l'absence de sécurité dans le quartier des six sillons qui est générale dans toutes les fosses du bassin et de tout le pays, s'inscrit dans la politique générale des Houillères d'intensification du travail, de course au rendement. Cette absence de sécurité s'inscrit dans la

logique du capital : la loi du profit. »

Cette mobilisation des mineurs a fait que deux ans après, la bourgeoisie n'a pas pu encore enterrer l'affaire et conclure son enquête par un non-lieu, comme elle l'avait fait pour toutes les catastrophes précédentes. Et pourtant, elle a pris tous les moyens pour faire traîner l'affaire en longueur. Deux ans après, l'enquête officielle n'a toujours pas abouti. Le 29 juillet 75, le juge Pascal a été dessaisi du dossier parce qu'il avait inculpé l'ingénieur Coquidet, responsable de la fosse 3, parce qu'il annonçait qu'il allait inculper des responsables plus haut placés, parce que les conclusions de son enquête rejoignent celles de la Commission Populaire.

Le 9 février 1976, l'ingénieur Coquidet est à nouveau inculpé par le conseiller Paul, mais celui-ci annonce : « Je vais chercher des responsables plus bas ». Les mineurs dénoncent cette inculpation en voyant qu'elle est de nature tout à fait opposée à celle prononcée par le juge Pascal. Et depuis, du côté de l'enquête officielle, un silence de onze mois qui a été rompu le 20 décembre par la notification verbale, puis écrite le 21, aux parties civiles (aux familles des victimes et aux syndicats) du rapport des trois experts internationaux nommés par le conseiller Paul, pour démolir l'enquête du juge Pascal. Le contenu de ce rapport a été partiellement communiqué lors d'une conférence de presse, organisée à Liévin par la CFDT, le 23 décembre, et à laquelle participait le juge Pascal.

C'est un rapport scandaleux qui blanchit à nouveau les Houillères non plus par la thèse de la fatalité, mais par celle de l'ignorance : les Houillères ne « savaient pas, elles ne pouvaient pas prévoir ». C'est un rapport qui

celle qui a déclenché l'explosion, c'est si facile pour blanchir les Houillères. Mais une étincelle ne provoque d'explosion que si il y a présence de grisou.

Deuxièmement, le rapport reconnaît certes la présence de grisou mais uniquement en très faible quantité : il s'agirait d'un « film de grisou » qui aurait provoqué « l'amorçage de l'explosion ». Le grisou ne serait pas la cause de l'ampleur de l'explosion et ainsi l'absence de télégrisoumètre, la réduction du nombre de gaziers de deux à un, l'insuffisante neutralisation de vieux travaux dans lesquels s'accumule le grisou, tous ces éléments qui sont le fait de la politique de profit des Houillères, n'auraient aucun rapport avec la catastrophe.

Troisièmement, l'expansion de l'explosion est due, affirme le rapport (qui, là, abandonne le conditionnel), à l'inflammation de poussière soulevée du sol par l'explosion. Il n'y avait pas assez de poussière-terril au sol, mais, dit le rapport, l'application stricte du règlement des mines ne permet pas de contrôler régulièrement la schistification (badigeonnage des voies par des poussières-terril). Se référer au règlement ne signifie rien car, premièrement, il est très souvent contradictoire, deuxièmement il n'est bien souvent pas appliqué. Or, les témoignages à la Commission Populaire ont montré que la dernière schistification remontait à mars 74, qu'il n'y a avait pas de prises d'eau dans certaines voies, que l'arrosage n'était jamais fait la veille d'une reprise de poste (l'eau colle les poussières au sol et empêche leur inflammation en cas d'explosion). Sur ce point aussi, la responsabilité des Houillères est totale et le rapport des experts ment. Et ce rapport ose conclure : premièrement, « cet accident est le produit d'une baisse du taux de neutralisation par assèchement pendant un arrêt de l'exploitation ». « Si ce n'est pas une justification », on ne peut pas tenir rigueur aux Houillères d'être dans l'ignorance du phénomène. Deuxième conclusion : « notre connaissance des attributions de chacun est insuffisante pour permettre de préciser les responsabilités. » A qui fera-t-on croire que ces experts n'avaient pas la possibilité d'enquêter sur les attributions des ingénieurs et hauts cadres des Houillères. Cette conclusion laisse entendre qu'on s'acheminait vers un non-lieu lors du jugement.

Mais les mineurs n'accepteront pas que quarante-deux des leurs soient morts parce que « les Houillères ne savaient pas » !

LA FERMETURE DU 13/18 D'HULLUCH :

**Les conséquences
pour les mineurs**

Plus que jamais, le plan de fermeture des puits est à l'ordre du jour, et la décision de transformer trois centrales EDF au fuel en centrales au charbon ne peut faire illusion là-dessus. La nouvelle division administrative que préparent les Houillères du Nord-Pas de Calais témoigne de cette volonté : il s'agit de regrouper les six unités de production existant actuellement (Bruay, Lens, Courrières, Ostricourt, Douai, Valenciennes) en deux grandes unités (Lens-Pas de Calais et Douai Nord). Pour le mineur, cette politique se traduit par une aggravation des conditions de vie et de travail.

Nous avons enquêté sur l'unité de production de Lens qui comprend trois fosses en activité : le 13-18 d'Hulluch, la fosse 7 à Avion et la fosse 4 à Lens. Le 13-18 d'Hulluch qui comptait, il y a trois ans, plus de deux mille mineurs, ferme. Sur les trois cent quarante ouvriers qui restent aujourd'hui (non comptés les Marocains car les Houillères ne donnent pas de chiffre pour eux), un quart est reconverti à la « Française de Mécanique » à Douvrin (usine d'automobiles), la moitié est mutée

à la fosse 4 ou à la fosse 7 à des travaux productifs au fond, un quart à des travaux non productifs et onze sont mis à la retraite. Les Houillères, par une politique d'écoeurnement systématique espèrent que beaucoup partiront en pré-retraite. Tous ceux du 13-18 sont mutés pour l'essentiel à la fosse 4, cent mineurs de taille de la fosse 4 sont mutés à la fosse 7. A la fosse 7 comme à la fosse 4, la quantité de charbon extraite est très faible. A la 4, une seule taille est en exploitation, une seule en préparation. Les mineurs travaillent entre 900 et 1 200 mètres, avec des conditions de travail de plus en plus dures. La chaleur dépasse 30°, les frigos sont insuffisants pour rafraîchir l'air. Le terrain est difficile (mélange de charbon, de terre et de rocher). Il n'y a plus d'entretien dans les quartiers, les voies s'écroulent. Le mineur doit prendre son matériel à l'accrochage (à l'arrivée du puits) et l'amener lui-même au fond du creusement : on n'avait jamais vu ça ! Depuis trois mois, on sort à nouveau du charbon à la fosse 3 de Liévin dans une taille du quartier des Six Sillons. Les Houillères y ont muté les anciens du 3 qui, après la catastrophe

travaillaient à la fosse 4 et ne voulaient pas y retourner. Les Houillères ont menacé : « Vous serez mutés à Douai ou à Oignies ». Un délégué CGT a négocié leur retour à la 3. « Il fait chaud, on fait seulement cinquante par poste (cinquante centimètres d'avancement de charbon ; dans une taille moyenne, on fait 1,20 m par poste). Il faut fourrer, il faut buquer (mettre des explosifs) ; on crève pendant tout le poste pour gagner » (la journée au barème sans prime de production), dit un ancien du 3 qui travaille dans la taille de Six Sillons.

Les mineurs avaient participé très massivement à la grève du 7 octobre, parce qu'ils en avaient vu le sens politique, bien qu'ils aient été échaudés l'année d'avant par cinq journées d'actions totalement inefficaces. Mais ils en ont assez des phraseurs qui remplacent l'action par des discours : comme la « semaine d'action » de la CGT du 20 au 23 décembre qui s'étalait largement dans la presse locale, mais pour laquelle la CGT n'a pas mobilisé du tout, hormis un tract diffusé à un seul poste à la fosse 4 !



**COQUIDET INculpé :
« JE VAIS CHERCHER
DES RESPONSABLES
PLUS BAS » !**

Le dossier est alors confié au conseiller Paul de la Cour d'Appel de Douai. Le 25 octobre 1975, le service des mines publie un rapport sur la catastrophe qui cherche à blanchir totalement les Houillères en revenant à la thèse de la fatalité qui soulève la colère des mineurs.

concorde sur de nombreux points avec celui du Service des Mines, rien d'étonnant à cela : avant d'être publié, il a été transmis pour examen au Service des Mines.

**NON PLUS
LA « FATALITÉ », MAIS
« L'IGNORANCE DES
HOUILLERES » !**

Premièrement, le rapport se préoccupe essentiellement de rechercher l'étin-